



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE n°BCTE/2026-40 du 23 avril 2026
relatif à l'exploitation d'une installation de traitement de surfaces située 3 Route de Griniac
à 43 300 SIAUGUES-SAINT-MARIE et exploitée par DIEHL POWER ELECTRONIC

**Le préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret du président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Yvan Cordier en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU le décret du président de la République du 30 janvier 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay, Madame Nathalie CENCIC ;

VU l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;

VU l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 autorisant la société DIEHL POWER ELECTRONIQUE à exploiter une installation de traitement de surface sur la commune de SIAUGUES-SAINT-MARIE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°BCTE/2024-95 du 7 août 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/Coordination 2025-28 du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU le contrat de prestations de traitement des effluents entre la société AALBERTS SURFACE TECHNOLOGIES (AST-PEM) et la société DIEHL POWER ELECTRONIC (DPE) signé le 9 décembre 2024 à SIAUGUES-SAINT-MARIE ;

VU le rapport des installations classées de fin de procédure en date du 6 janvier 2026 qui reprend dans son annexe l'annexe 3 du contrat de prestation de traitement des effluents du 9 décembre 2024 qui fixe les valeurs limites en concentration des effluents de DIEHL POWER ELECTRONICS ;

VU la demande formulée par la société DIEHL POWER ELECTRONIC le 29 novembre 2023, complétée le 29 mai 2024, en vue de régulariser une augmentation de capacité par ajout de trois nouvelles lignes de traitement, sur le territoire de la commune de SIAUGUES-SAINTE-MARIE (43 300) ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 15 novembre 2024 et le mémoire en réponse de l'exploitant du 19 novembre 2024 ;

VU la décision en date du 23 janvier 2025 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 février 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 18 mars 2025 au 22 avril 2025 inclus sur le territoire des communes de SAINT-ARCONS-D'ALLIER, SIAUGUES-SAINTE-MARIE et VISSAC-AUTEYRAC ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU la publication en date des 1^{er} mars et 22 mars 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de SAINT-ARCONS-D'ALLIER, SIAUGUES-SAINTE-MARIE et VISSAC-AUTEYRAC ;

VU les registres d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 05 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 25 février 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 10 mars 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations de l'exploitant sur le présent projet d'arrêté le 25 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées aux conditions d'exploitation par la société DIEHL POWER ELECTRONIQUE, notamment une augmentation des volumes de bains de traitement le faisant passer au dessus du seuil IED pour la rubrique 3260, justifiant la nécessité de conduire une procédure de demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire :

ARRÊTE

TITRE 1 -RETRAIT DE LA DÉCISION IMPLICITE DE REFUS

La décision implicite de refus du 21 février 2026 est retirée.

TITRE 2 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 2.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 2.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société DIEHL POWER ELECTRONIC dont le siège social est situé 3 route de Griniac, Siaugues-Saint-Romain- 43300 SIAUGUES-SAINT-MARIE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2.1.2 Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n° BCTE/2024-95 du 7 août 2024 sont supprimées par le présent arrêté, à l'exception de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 autorisant l'exploitation.

Article 2.1.3 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Section	Parcelles
SIAUGUES-SAINT-MARIE	I	1653, 1616, 1655, 1618, 1619, 1657, 1621 à 1625 et 1559

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 17 100 m².

Article 2.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 2.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 2.2.1 Rubriques ICPE

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubriques	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé	Volume maximum des bains par ligne : - B36 = 4.66 m ³	40.8m ³	A

	électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	<ul style="list-style-type: none"> - B32 = 4.73 m³ - B26 = 4.25 m³ - B28 = 4.30 m³ - B19 = 4.90 m³ - B33 = 3.12 m³ - U17 = 5.96 m³ - U19 = 4.7m3 - I23 = 4.18 m³ <p>Volume total des bains d'environ 40.8m3 dont 9.35m3 de bains cyanurés</p>		
4110-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a- supérieure ou égale à 250 kg (A-1)</p> <p>b- supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg (DC)</p>	<p>Les bains concernés sont les bains d'argent AG011 et AG009</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 2555 kg</p>	2,555 t	A
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages (DC)	Le four de "surfondu" de la ligne B28 est considéré comme étant un procédé de recuit.	Un four de « surfondu »	DC
4120-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a- supérieure ou égale à 10 t (A-1)</p> <p>b- supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10t (D)</p>	Concerne les bains CU001, CU008, DEC023 et AG004	3,72 t	D
4130-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a- supérieure ou égale à 10 t (A-1)</p> <p>b- supérieure ou égale à 1t, mais inférieure à 10 t (D)</p>	Concerne notamment les bains DEC023 et NIWOO1	1,667 t	D

(*) A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; D : déclaration

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3260 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM (traitement de surface des métaux et des matières plastiques).

Article 2.2.3 Rubriques IOTA

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface imperméabilisée collectée et envoyée au milieu : 14 000 m ²	14 000 m ²	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 2.2.4 Statut de l'établissement

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

CHAPITRE 2.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en date du 29 novembre 2023 . En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 2.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 2.4.1 Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage futur à prendre en compte est défini dans les conditions prévues à l'article R 512-39-2 .

Article 2.4.2 Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 2.5 IMPLANTATION

L'installation est implantée à une distance minimale de 5 mètres des limites de l'établissement.

CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

L'exploitant met en place un système de management environnemental (SME) intégrant les exigences du BREF traitement de surface des métaux.

CHAPITRE 2.7 CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

TITRE 3 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) .

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Conduits et installations raccordées

Bâtiment	N° Bâti	N° de conduit	Installation raccordée	Point de rejet
BT4	1	6	Chaîne B33/B19 gaine basique	Laveur de gaz
		3	Chaîne B33/B19 gaine acide	Toiture

	2	6	Chaîne B26/B28 gaine basique	Laveur de gaz
		1	Chaîne B26/B28 gaine acide	Toiture
	3	6	Chaîne B32/B36 gaine basique	Laveur de gaz
		2	Chaîne B32/B36 gaine acide	Toiture
BT8	4	6	Chaîne U17 gaine basique	Laveur de gaz
		4	Chaîne U17 gaine acide	Toiture
	5	6	Chaîne U19/I23 gaine basique	Laveur de gaz
		5	Chaîne U19/I23 gaine acide	Toiture

Article 3.1.2 Conditions générales de rejet

N° conduit		Température au débouché (°C)	Diamètre intérieur (m)	Vitesse d'éjection (m/s)	Hauteur de rejet (m)	Débit max (m³/h)
1	B26-B28 GAINÉ ACIDE	31	0,30	12,2	8,18	2750
2	B32-B36 GAINÉ ACIDE	29	0,30	12,5	7,48	2850
3	B33-B19 GAINÉ ACIDE	30	0,30	11,6	7,38	2600
4	U17 GAINÉ ACIDE	24	0,30	11,9	7,10	2750
5	U19/I23 GAINÉ ACIDE	26	0,30	13,0	6,80	3000
6	SORTIE LAVEUR	23	0,50	10,6	10,80	6700

Article 3.1.3 Limitation des rejets

2.1.3.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Conduit	1-B26-B28 GAINÉ ACIDE		2- B32-B36 GAINÉ ACIDE		3-B33-B19 GAINÉ ACIDE	
	C (mg/m³)	Flux (g/s)	C (mg/m³)	Flux (g/s)	C (mg/m³)	Flux (g/s)

NOx en éq NO ₂	20	1,528 E-2	20	1,583 E-2	20	1,444 E-2
SO ₂	10	7,639E-3	10	7,917 E-3	10	7,222 E-3
HF	2	1,528 E-3	2	1,583 E-3	2	1,444 E-3
Acidité totale exprimée en H	0,5	3,819 E-4	0,5	3,958 E-4	0,5	3,611 E-4
Cr Total	0,005	3,82E-06	0,005	3,96E-06	0,005	3,61E-06
Cr VI	0,005	3,82E-6	0,005	3,96E-6	0,005	3,61E-6
Nickel	0,1	7,639 E-5	0,1	7,917 E-5	0,1	7,222 E-5
HCN	1	7,639 E-4	1	7,917 E-4	1	7,222 E-4
Alcalins, exprimés en OH	10	7,639 E-3	10	7,917 E-3	10	7,222 E-3
NH ₃	10	7,639 E-3	10	7,917 E-3	10	7,222 E-3
Cuivre	0,02	1,53 E-5	0,02	1,83 E-5	0,02	1,44E-05
HCl	30	-	30	-	30	-

	4- U17 GAINÉ ACIDE		5-U19/I23 GAINÉ ACIDE		6-SORTIE LAVEUR	
	C (mg/m3)	Flux (g/s)	C (mg/m3)	Flux (g/s)	C (mg/m3)	Flux (g/s)
NOx en éq NO ₂	20	1,528 E-2	20	1,667 E-2	20	3,722 E-2
SO ₂	10	7,639 E-3	10	8,333E-3	10	1,861 E-2
HF	2	1,528 E-3	2	1,667 E-3	2	3,722 E-3
Acidité totale exprimée en H	0,5	3,819 E-4	0,5	4,167 E-4	0,5	9,105 E-4
Cr VI	0,005	3,82 E-6	0,005	4,17 E-6	0,005	9,30 E-6
Cr Total	0,005	3,82E-06	0,005	4,17E-06	0,005	9,30E-06
Nickel	0,1	7,639 E-5	0,1	8,333 E-5	0,1	1,821 E-4
HCN	1	7,639 E-4	1	8,333 E-4	1	1,861 E-3
Alcalins, exprimés en OH	10	7,639 E-3	10	8,333 E-3	10	1,861 E-2
NH ₃	10	7,639 E-3	10	8,333 E-3	10	1,861 E-2
Cuivre	0,02	1,53 E-5	0,02	1,67E-05	0,02	3,72E-05
HCl	30	-	30	-	30	-

CHAPITRE 3.2 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Article 3.2.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets B26-B28 GAINÉ ACIDE, B32-B36 GAINÉ ACIDE, B33-B19 GAINÉ ACIDE, U17 GAINÉ ACIDE, U19 GAINÉ ACIDE et SORTIE LAVEUR dans les conditions suivantes :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de mesure	Fréquence de transmission
NOx en éq NO ₂	Annuelle	Prélèvements et analyses réalisés par un organisme agréé	Rapport d'analyses transmis annuellement accompagnés de la fiche de prélèvement et d'un commentaire précisant notamment les causes des dépassements éventuels et les
SO ₂			
HF			
Acidité totale			

exprimée en H			mesures correctives mises en place ou envisagées
HCl			
Cuivre			
Cr Total			
Nickel			
Cr VI			
HCN			
Alcalins, exprimés en OH			
NH ₃			

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Usage	Caractéristiques	Prélèvement maximal	
				Journalier (m3/jour)	Annuel (m3/an)
Réseau d'eau public	Réseau d'eau potable public SIAUGUES-SAINT-MARIE (branchement du site DPE)	Sanitaire	Réseau AEP depuis la source Rieille. La ressource possède un arrêté de DUP et est traitée au chlore.	/	500
	Réseau d'eau public SIAUGUES-SAINT-MARIE (via la société AST-PEM)	Industriel	Réseau d'eau public non potable depuis second captage Rieille situé à proximité du premier. Une canalisation dédiée alimente une réserve incendie de 700 m ³ qui fait office de zone tampon. Le débit de la ressource de l'ordre de 30 m ³ /h est suffisant pour les consommations actuelles de pointe des deux sociétés en dessous de 20m ³ /h.	240 pour les 2 sociétés (AST-PEM et DPE)	45 000

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel (eaux souterraines et eaux superficielles) sont interdits (la réutilisation des eaux pluviales n'est pas concernée par cette interdiction).

L'origine de la ressource en eau est le réseau d'alimentation de la ville de Siaugues-Sainte-Marie, les prélèvements sur ce réseau qui ne sont pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours. L'exploitant s'assurera auprès de la personne responsable de la production et de la distribution d'eau de l'adéquation entre la quantité d'eau disponible et les besoins de l'entreprise.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Article 4.1.2 Consommation spécifique

Le rejet spécifique d'eau défini à l'article 21 de l'arrêté du 30 juin 2006 susvisé n'excède pas 2 L/m² de surface traitée et par fonction de rinçage.

CHAPITRE 4.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 4.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Type d'effluent		Exutoire	Surveillance	Débit maximum		
Eaux usées sanitaires		Réseau public de Siaugues-Sainte-Marie	/	500 m³/an		
Eaux usées industrielles	Bains usés concentrés	Station de traitement de AST-PEM via navette par la route, stockage dans des containers	Analyse (concentration et volume) des paramètres listés au 3.4.2 avant chaque transfert sur un échantillon représentatif de chaque effluent transféré	80 m³/an		
	Bains usés non concentrés acide+ bains concentrés acides hors bains de traitement usés*	Local de dépotage puis station de traitement de AST-PEM via la canalisation	Contrôle du pH et plages horaires à respecter pour le rejet en accord avec AST-PEM	120 m³/an	240 m³/jour 10 m³/h	
	Bains usés non concentrés basiques + bains concentrés basiques hors bains de traitement usés*			160 m³/an		
	Bains usés non concentrés cyanurés + bains concentrés cyanurés hors bains de traitement usés*			105 m³/an		
	Eaux de rinçage acides			Cuve tampon puis station de traitement de AST-PEM via la canalisation « acide »		Contrôle en continu du débit/pH/conductivité . Alarme en cas de dépassement des seuils.
	Eaux de rinçage	Cuve tampon puis station				

	basiques	de traitement de AST-PEM via la canalisation « bases et cyanures »	Analyse (concentration et volume) des paramètres listés au 3.4.2 selon périodicité définie au 3.4.2 et en accord avec PEM		
	Eaux de rinçage cyanurés				
	Eaux de rinçage du laveur de fumée				
	Concentrats et eaux de rinçage de la station de production d'eau déionisée				
	Eaux de lavage des sols	Caniveaux, fosse pompier puis station de traitement de AST-PEM	Contrôle du pH		
	Effluents de curage , bains usés concentrés de cuivre , d'étain et d'or	Élimination en déchets dans une filière autorisée			
Eaux pluviales		Bassin d'écêtement puis rejet au fossé en direction du Ru de Griniac	Contrôle annuel des paramètres définis au 3.3.1	Débit de fuite 5,9 L/s	

*Les bains concentrés acides hors bains de traitement usés sont constitués des bains de décapage, dégraissage, lessives, neutralisations et activations.

CHAPITRE 4.3 LIMITATION DES REJETS

Article 4.3.1 Caractéristiques des rejets externes

L'exploitant doit pouvoir justifier de la capacité de la société AST-PEM à traiter ses eaux usées industrielles en vue d'assurer la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur . L'exploitant tient à disposition de l'inspection les justificatifs nécessaires. En cas d'impossibilité de AST-PEM de traiter ses eaux usées industrielles en vue d'assurer la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur, les effluents seront envoyés vers une filière adaptée.

Dans le cas de situations incidentelles ou accidentelles au cours desquelles les effluents de DPE ne peuvent pas être envoyés à AST-PEM, DPE dispose d'une capacité de stockage suffisante permettant de récupérer les effluents générés le temps nécessaire à l'arrêt des lignes de traitement.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentrations fixées dans le contrat de prestations de traitement des effluents qui lient les sites DIEHL POWER ELECTRONIC et AST-PEM signé le 9 décembre 2024.

L'inspection sera informée lors de tout changement de contrat ou en cas de modification du contrat signé le 9 décembre 2024.

Les eaux pluviales et les eaux de voiries rejoignent le milieu naturel . Ces eaux doivent transiter par des dispositifs permettant de respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	100
DBO5	100
DCO	300

CHAPITRE 4.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 4.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants sur les eaux industrielles avant leur transfert à la société AST-PEM (eaux de rinçage acide, basiques et cyanurées et les concentrats et eaux de rinçage de la station de production d'eau déionisée):

Paramètres	Code Sandre	Fréquence d'analyse (exploitant ou PEM)	Fréquence d'analyse (organisme agréé) sur point de prélèvement situé au niveau de la cuve tampon
pH	1302	continu	
DCO	1314	mensuel	Trimestrielle
DBO5	1313	/	Trimestrielle
AOX	1106	mensuel	Trimestrielle
Nitrites	1339	mensuel	Trimestrielle
Nitrate	1340	mensuel	Trimestrielle
Azote global	1551	mensuel	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	/	Trimestrielle
P	1350	Hebdomadaire	Trimestrielle
F	7073	Hebdomadaire	Trimestrielle
Al	1370	Hebdomadaire	Trimestrielle
Ag	1368	Hebdomadaire	Trimestrielle
Cu	1392	Hebdomadaire	Trimestrielle
Sn	1380	Hebdomadaire	Trimestrielle
CN		Hebdomadaire	Trimestrielle
Fe	1393	Hebdomadaire	Trimestrielle
Ni	1392	Hebdomadaire	Trimestrielle
Pb	1382	Hebdomadaire	Trimestrielle
Zn	1383	Hebdomadaire	Trimestrielle
As	1369	Hebdomadaire	Trimestrielle
Cd	1388	Hebdomadaire	Trimestrielle

Cr total	1389	Hebdomadaire	/
Cr VI	1371	/	Trimestrielle
Cr III	5871	/	Trimestrielle
Hg	1387	/	Trimestrielle
Naphtalène	1517	/	Trimestrielle
Tributylphosphate		/	Trimestrielle

- Le volume total sera consigné chaque jour. Un contrôle trimestriel sera réalisé par un organisme agréé.
- En sortie du dispositif adéquat, la conformité des caractéristiques relatives aux eaux pluviales et de voirie, sera vérifiée une fois par mois.
- L'exploitant réalise une surveillance sur tous les paramètres ci-dessus sur un échantillon représentatif de chaque bain avant transfert à PEM

Les résultats de ces contrôles seront transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

La fréquence de surveillance d'un paramètre pourra être revue à la baisse ou à la hausse sur proposition de l'exploitant ou sur demande de l'inspection des installations classées en fonction des résultats obtenus lors des contrôles précédents.

Toute modification de la fréquence devra faire l'objet d'une validation écrite de l'autorité administrative compétente.

CHAPITRE 4.5 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

Article 4.5.1 Surveillance des sols

Tous les 10 ans à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant propose un programme d'investigation pour la surveillance du sol (prélèvements de sol, piézaires, suivi qualité des eaux souterraines,...), en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site établie dans le rapport de base et à minima sur les paramètres suivants :

- Hydrocarbures totaux (C10-C40)
- Cyanures
- Chrome
- Chrome VI
- Nickel
- Cuivre
- Zinc
- Arsenic
- Sélénium
- Molybdène
- Cadmium
- Antimoine
- Baryum
- Mercure
- Plomb
- Béryllium
- Bore
- Aluminium

- Phosphore
- Cobalt
- Argent
- Etain

Des sondages supplémentaires, en plus des 4 sondages figurant dans le rapport de base seront réalisés jusqu'à 5 m de profondeur ou jusqu'au socle rocheux à minima afin de délimiter latéralement et verticalement les anomalies en phosphore observées au droit de l'ensemble des sondages .

Article 4.5.2 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant réalise au plus tard dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes ou fournit une étude hydrogéologique montrant que démontrant l'absence de nappe ou de circulation d'eaux souterraines sous le site .

Cette surveillance doit être menée en conformité avec les règles de l'art et les recommandations des dernières versions des guides intitulés «Étude hydrogéologique préalable », « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » et « Évolution et arrêt de la surveillance des eaux souterraines » du ministère chargé de l'écologie.

4.5.2.1 Réseau de piézomètres

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est assurée par un réseau de piézomètres défini par l'exploitant à partir des conclusions de l'étude hydrogéologique.

Celui-ci est adapté à la superficie du site et constitué *a minima* de trois forages, dont deux implantés en aval et un en amont du site du point de vue hydraulique et des sources potentielles de pollution des sols.

L'emplacement et le nombre des ouvrages doit permettre d'évaluer de manière fiable la qualité des eaux souterraines au droit du site et d'intercepter tout panache potentiel de pollution issu du site.

4.5.2.2 Réalisation de nouveaux forages

En cas de réalisation de nouveaux forages de suivi des eaux souterraines, ces deniers sont conçus et réalisés avec des méthodes permettant d'assurer l'efficacité et la pérennité des ouvrages, et de prévenir les risques de pollutions. Les méthodes décrites dans la norme NF X31-614 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Les nouveaux forages font l'objet d'une déclaration à la banque de données du sous-sol du BRGM (BSS).

4.5.2.3 Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont réalisés afin d'obtenir des échantillons aussi représentatifs que possible, à un instant donné, du milieu dans lequel ils ont été prélevés. Les méthodes décrites dans la norme NF X31-615 sont réputées satisfaire à ces exigences. Les exigences spécifiques en termes de matériel, de protocoles et de traçabilité des échantillons doivent également respecter les recommandations de la dernière version du guide "Surveillance de la qualité des eaux souterraines" du ministère chargé de l'écologie.

4.5.2.4 Nature et fréquence d'analyse

Le programme analytique est adapté aux enjeux de vulnérabilité de la nappe et au comportement des substances dangereuses pertinentes. Il est basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site et établie dans le rapport de base.

La fréquence des campagnes est semestrielle (deux fois par an).

Les substances dangereuses pertinentes ci-dessous, susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation font l'objet d'analyses :

- Hydrocarbures totaux (C10-C40)

- Cyanures
- Chrome
- Chrome VI
- Nickel
- Cuivre
- Zinc
- Arsenic
- Sélénium
- Molybdène
- Cadmium
- Antimoine
- Baryum
- Mercure
- Plomb
- Béryllium
- Bore
- Aluminium
- Phosphore
- Cobalt
- Argent
- Etain

Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité par le COFRAC ou équivalent pour l'analyse de la qualité des eaux, à partir de méthodes normalisées lorsqu'elles existent.

Les données suivantes sont également relevées :

- Niveau piézométrique ;
- Température ;
- pH ;
- Conductivité ;
- Potentiel d'oxydoréduction (RedOx) ;
- Oxygène dissous.

4.5.2.5 Entretien des piézomètres et comblement en fin d'utilisation

L'exploitant est tenu d'entretenir en bon état de fonctionnement les piézomètres nécessaires au suivi de la qualité des eaux souterraines.

En fin d'utilisation, lorsque leur présence n'est plus nécessaire, l'exploitant assure le retrait et comblement des ouvrages conformément aux règles de l'art. Il informe l'inspection des travaux des comblements réalisés et du protocole utilisé dans un rapport de fin de travaux.

4.5.2.6 Résultats

Lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines et les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En application de l'article R.515-60.c) du code de l'environnement, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan annuel des résultats de surveillance des émissions, accompagné de toute autre donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 5.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 5.1.1 Valeurs limite d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h (Ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en annexe 2 du présent arrêté.

Article 5.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans.

Les mesures de bruit devront mesurer l'impact de DPE uniquement.

Le niveau de bruit résiduel sera réalisé à l'arrêt de l'entreprise.

TITRE 6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Chaque partie de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, est susceptible d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation est constituée de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présente les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs séparatifs REI 120 ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.

(R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique)

tel que présenté sur le plan en annexe 1.

Une bande pare flamme de degré une demi-heure sur 4m de chaque côté du mur coupe-feu ou toute solution équivalente sera installée pour renforcer l'action des murs coupe feu qui ne dépassent pas en toiture avant le 30/09/2026 .

La mise en conformité de la paroi coupe-feu entre les deux ateliers qui est traversée en partie basse par le caniveau d'évacuation des effluents et en partie haute par la gaine d'extraction des vapeurs des bains basiques/cyanurés sera mise en conformité par la mise en place de clapet coupe-feu, de matériau incombustible ou tout autre solution équivalente avant le 30/09/2026.

L'exploitant modifiera son étude de danger, les modélisations flumilog et les effets dominos pour prendre en compte la présence de 2 murs coupe-feu au lieu des 4 indiqués autour du local produits chimique sur le plan en annexe . Si cela modifie les effets hors-site, l'exploitant mettra en place les murs coupe-feu manquants ou toute solution équivalente.

Article 6.1.2 Désenfumage

Installations relevant des rubriques 3260 :

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.1.3 Organisation des stockages

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Un plan général des stockages est annexé à cet inventaire.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.

L'exploitant doit s'assurer que les locaux et zones de stockage présentant un risque particulier soient identifiables par les services de secours.

En compléments des dispositions applicables, l'exploitant doit :

- Maintenir une distance de plus de 2 m entre l'armoire de stockage des bains usés et le stockage de palette en bois ;
- Maintenir une distance de plus de 2 m entre l'armoire de stockage des bains usés et le local de dépotage ;
- Maintenir une distance de plus de 5 m entre le stockage de palette en bois et l'armoire de stockage des bains usés ;
- Maintenir une distance de plus de 10 m entre le stockage de bouteilles de gaz et le stockage de palette en bois ;

L'exploitant doit s'assurer que les locaux et les zones de stockages présentant un risque particulier soient identifiables par les services de secours.

Article 6.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'établissement est desservi par une voie engin sur le périmètre de l'entrepôt qui doit respecter les caractéristiques suivantes :

- largeur utile de 6 mètres minimum et pente maximum de 15 %,
- dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu avec une surlargeur ajoutée $S = 15/R$ mètres,
- La voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu. Les distances entre essieux étant de 3,6 mètres minimum.

L'ensemble des façades sont accessibles aux engins de secours.

Toute dérogation aux caractéristiques réglementaires des voies d'accès des engins de secours ne peut être accordée qu'après avis favorable du service d'incendie et de secours.

Article 6.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

En compléments des dispositions applicables relatives aux rétentions mentionnées notamment à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, l'exploitant doit :

-Sur chaque cuve de traitement, les cuves de bains cyanurés actifs sont équipés d'une capacité de rétention individuelle et solidaire du bain, dont le volume est au moins égal à 100 % de leur capacité propre.

-Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (eaux météoriques pour une pluie d'occurrence décennale, et eaux d'extinction d'un incendie), sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 370 m³ (compte tenu de la présence d'une rétention de 90 m³ déjà présente dans l'usine). Le confinement est assuré par obturation des réseaux au moyen d'une commande automatique asservie à la détection incendie ou, à défaut, par commandes manuelles. Dans ce dernier cas, une procédure est en place, communiquée et appliquée à l'occasion d'exercices incendie. Un affichage à l'entrée du site permet de connaître la localisation des commandes à activer.

La vidange suivra les principes suivants :

- Les eaux polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées après caractérisation.
- Les liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont interdites.
- Il résulte des deux points précédents que, dans le cas particulier d'un incendie, les eaux d'extinctions et les liquides en mélanges sont retenus sur site (dans la rétention intérieure et dans le bassin de confinement) et analysés en vue de leur élimination par les filières de traitement de déchets appropriées

Le bassin de confinement et la rétention interne sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Le débit de fuite, en exploitation normale du bassin de confinement, devra être acceptable par le milieu naturel et être contrôlé de manière à ne pas endommager les berges et le lit du cours d'eau.

CHAPITRE 6.2 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 6.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel 30/06/06 précité et complétés et précisés comme ci-après :

1. une réserve d'eau constituée au minimum de 350 m³ située à 190 m.
2. un poteau incendie de 46m³/h à 50m.
3. des extincteurs sont présents à proximité de tous les lieux de stockage et d'emploi de cyanure de sodium.

Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;
- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Ce dispositif sera installé avant le 30/06/2026.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). L'asservissement de l'alarme au système d'aspiration des vapeurs des bains et au chauffage des bains sera réalisé avant le 30 juin 2026.

A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 6.2.2 Organisation

Eu égard aux risques cumulés des sites voisins PEM et DPE, un Plan d'Opérations Internes commun ou coordonné à celui du site AST-PEM est établi et fait l'objet d'exercices communs entre les deux sites. Les modalités d'alerte réciproques y sont définies et sont testées régulièrement.

TITRE 7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 7.1 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Les déchets sont stockés de façon à limiter les risques de pollution (prévention des infiltrations dans le sol et des odeurs). Ils sont stockés dans des contenants adaptés à la nature des déchets.

CHAPITRE 7.2 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	12 01 03	Déchets liquides et solides de la vie courante.
	12 01 01	
	12 01 99	
	15 01 02	
	15 01 03	
Déchets dangereux	15 02 02*	Déchets liquides issus des différents procédés industriels et déchets solides
	11 01 98*	
	15 01 10*	

CHAPITRE 7.3 LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE ET FILIÈRE D'ÉLIMINATION

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Déchets dangereux		
Nom	Quantité maximum sur site	Code déchet
Cartouches filtrantes acides	6 m ³	15 02 02*
Cartouches filtrantes cyanurées	6 m ³	11 01 98*
Déchets d'argent solide (Mousse de Nickel)	1 m ³	11 01 98*
Déchets d'argent solide	1 m ³	11 01 98*
Cartouches récupération Au	200 L	11 01 98*
Boues d'étain	5 m ³	11 01 98*
Bains d'or (traitement de surface)	5 m ³	11 01 98*
Microfibres usagées	5 m ³	15 01 10*
Bains de dégraissage ALU	5 m ³	11 01 98*
Bains d'activation ALU	5 m ³	11 01 98*
Bain de bronze ALU	5 m ³	11 01 98*

Déchets non dangereux	
Nom	Quantité max sur site (en tonne)
Déchet industriel banal	40 m ³
Cuivre nickelé	40 m ³
Cuivre étamé	40 m ³
Cuivre argenté	40 m ³
Laiton	40 m ³
Déchets ferreux bruts et revêtus	40 m ³
Housse PE	40 m ³
Bois	40 m ³
Cartons	40 m ³
Papiers	2 m ³

TITRE 8- DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 8.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 8.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du code de l'environnement).

CHAPITRE 8.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R.181-44 et R. 181-50 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SIAUGUES-SAINT-MARIE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SIAUGUES-SAINT-MARIE pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de Haute-Loire ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

3° Cet arrêté est adressé au conseil municipal des communes de SIAUGUES-SAINT-MARIE, SAINT-ARCONS-D'ALLIER et VISSAC-AUTEYRAC ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 8.4 EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire, le sous-préfet de Brioude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées, et les maires des communes de SIAUGUES-SAINTE-MARIE, SAINT-ARCONS-D'ALLIER et VISSAC-AUTEYRAC sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

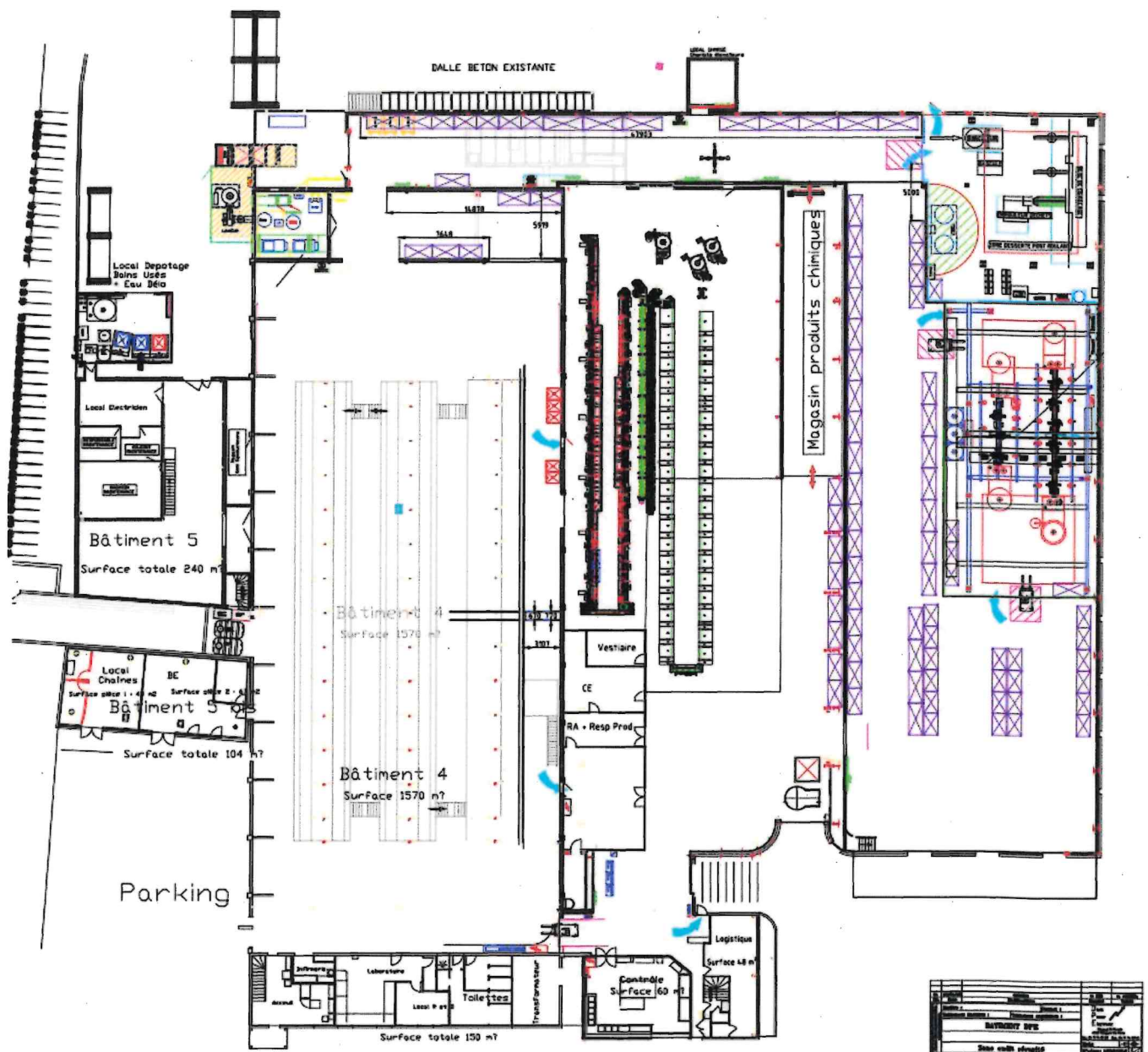
Au Puy-en-Velay, le 23 avril 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale

Nathalie CENCIC

TITRE 9-ANNEXES

ANNEXE 1 : IMPLANTATION DES MURS COUPE-FEU ET ZONE DE DÉSENFUMAGE



ANNEXE 2 : CARTE DES ZONES À ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE.



Emplacement des points de mesure – extrait du rapport 100039773-001-1 de 2023